

COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE *** RAPPORT ANNUEL 2020



*une société inclusive où chacun a sa place
et non chacun à sa place*

SOMMAIRE

1. – PROPOS LIMINAIRE

- 1.1 QUELQUES DEFINITIONS**
- 1.2 QUELQUES CHIFFRES CLES**
- 1.3 PRINCIPALES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES**

2. - COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

- 2.1 CADRE BATI - EQUIPEMENT RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.)**
- 2.2 CADRE BATI HABITAT**
- 2.3 TRANSPORT URBAIN**
- 2.4 VOIRIE - ESPACES PUBLICS**
- 2.5 AUTRE ACTION**

3. - ECHANGES - PROPOSITIONS



1.- PROPOS LIMINAIRE

1.1 QUELQUES DEFINITIONS

Sources Vie Publique, Ministère du Développement Durable, Directives Européennes)

L'accessibilité

La Délégation Interministérielle aux Personnes Handicapées, définit l'accessibilité comme suit : « *l'accessibilité permet l'autonomie et la participation des personnes ayant un handicap, en réduisant, voire supprimant les discordances entre leurs capacités, leurs besoins et leurs souhaits, d'une part, et les différentes composantes physiques, organisationnelles et culturelles de leur environnement, d'autre part. L'accessibilité requiert la mise en œuvre des éléments complémentaires, nécessaires à toute personne en incapacité permanente ou temporaire pour se déplacer et accéder librement et en sécurité au cadre de vie ainsi qu'à tous les lieux, services, produits et activités. La société, en s'inscrivant dans cette démarche d'accessibilité, fait progresser également la qualité de vie de tous* ».

Les personnes en situation de handicap

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 art. 114, donne la définition suivante du handicap : « *Constitue un handicap, au sens de la présente loi, toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant.* »

Les personnes à mobilité réduite

Le décret du 9 février 2006 - directive 2001/85/CE du Parlement et du Conseil européen du 20 novembre 2001, définit les personnes à mobilité réduite comme l'ensemble des personnes qui éprouvent des difficultés à se déplacer, de manière provisoire ou permanente. Il s'agit de « *toutes les personnes ayant des difficultés pour utiliser les transports publics, telles que, par exemple, les personnes souffrant de handicaps sensoriels et intellectuels, les personnes en fauteuil roulant, les personnes handicapées des membres, les personnes de petite taille, les personnes âgées, les femmes enceintes, personnes transportant des bagages lourds et les personnes avec enfants (y compris enfants en poussette).* »

1.2 QUELQUES CHIFFRES CLES

12 millions* de français sont touchés par un handicap dont 80 % avec un handicap invisible. (Source : 17 février 2020, l'AFP pour Handicap.fr)

1,5 million sont atteints d'une déficience visuelle et **850 000** ont une mobilité réduite.
*Personnes handicapées, souffrant d'une incapacité ou d'une limitation d'activité (Source : Enquête HID de l'INSEE de 2001).

730 000 : Nombre de personnes qui cumulent le ressenti du handicap, la limitation fonctionnelle, la reconnaissance administrative. (Source : Enquête Handicap-Santé 2008-2009, volet ménages, INSEE - Les chiffres clés de l'aide à l'autonomie 2018, CNSA).

4,3 millions : C'est le nombre de personnes de 20 à 59 ans vivant à domicile qui ont une ou des limitations fonctionnelles, et/ou une reconnaissance administrative de handicap, et/ou un handicap ressenti : soit environ un adulte sur sept. Source : INSEE, enquête Handicap-Santé 2008-2009, volet ménages.

67% : C'est la proportion de personnes handicapées qui disent éprouver des difficultés dans leurs déplacements, du fait d'infrastructures pas assez accessibles, selon une étude Ifop publiée en janvier 2020 par APF France Handicap. Escaliers dans les lieux publics, trottoirs trop hauts ou parsemés d'obstacles.

Bénéficiaires de prestations

349 188 allocataires de la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) ou de l'Allocation Compensatrice pour Tierce Personne (ACTP), fin 2016. (Source : Enquête aide sociale DREES, mars 2018 - Les chiffres clés de l'aide à l'autonomie 2018, CNSA).

1 130 000 bénéficiaires de l'Allocation aux Adultes Handicapés versée par la CAF (AAH).

272 000 bénéficiaires de l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé versée par la CAF (AEEH) fin 2017. (Source : CNAF et CCMSA 2018 - Les chiffres clés de l'aide à l'autonomie 2018, CNSA).

Emploi

2,8 millions : Nombre de personnes en âge de travailler (15 à 64 ans) qui sont bénéficiaires d'une reconnaissance administrative d'un handicap ou d'une perte d'autonomie. (Source : Enquête emploi 2018 ; INSEE, traitement DARES - Les chiffres clés de l'aide à l'autonomie 2021, CNSA).

25 % des personnes en situation de handicap ont un niveau d'étude équivalent ou supérieur au bac, contre **44 %** pour l'ensemble de la population.

43% : C'est le pourcentage de personnes actives parmi les personnes bénéficiaires d'une reconnaissance administrative du handicap.

19% : taux de chômage des personnes en situation de handicap contre 10% de la population active (source AGEFIPH/POLE EMPLOI).

1 366 680 : C'est le nombre de professionnels salariés dans le secteur de l'aide à l'autonomie dont 550 000 intervenants dans le domaine de l'aide à domicile.

988 000 : Nombre de personnes handicapées qui sont bénéficiaires d'une reconnaissance administrative du handicap et qui occupent un emploi, soit un taux d'emploi de 35 % minimum. (Source : Enquête emploi 2018 ; INSEE, traitement DARES - Les chiffres clés de l'aide à l'autonomie 2021, CNSA).

Scolarité

427 822 : Nombre d'enfants ou d'adolescents en situation de handicap, scolarisés à la rentrée 2019, dont 361 174 d'entre eux en milieu ordinaire (compris les classes ULIS) et 77 338 en établissement hospitalier ou médico-social.

Source : CNSA - Les chiffres clés de l'aide à l'autonomie 2021

1.3 PRINCIPALES EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

- Loi d'orientation n°75-534 du 30 juin 1975 en faveur des personnes handicapées. Elle fixe le cadre juridique de l'action des pouvoirs publics : prévention et dépistage des handicaps ; obligation éducative pour les enfants et adolescents handicapés ; accès des personnes handicapées aux institutions ouvertes à l'ensemble de la population et maintien chaque fois que possible dans un cadre ordinaire de travail et de vie. La loi confie la reconnaissance du handicap à des commissions départementales, distinctes : pour les jeunes de 0 à 20 ans (CDES : Commission Départementale de l'Education Spéciale) et pour les adultes (CDAPH : Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées).
- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 - pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées pour ainsi assurer à chacun la possibilité de choisir son projet de vie.

Les principaux axes mis en avant :

- la création d'un droit à compensation ;
 - l'intégration scolaire ;
 - l'insertion professionnelle ;
 - le renforcement de l'accessibilité ;
 - la simplification administrative.
- Ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes en situation de handicap.

Prenant acte de l'impossibilité de respecter l'échéance au 1er janvier 2015 pour la mise en conformité de l'ensemble des ERP, l'ordonnance simplifie et explicite ces normes d'accessibilité. Elle prévoit en outre la mise en place d'un dispositif d'échéanciers : les Agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP). Ces agendas sont des documents de programmation financière des travaux d'accessibilité. Ils constituent un engagement des acteurs publics et privés, qui ne sont pas en conformité avec la loi, à réaliser les travaux requis dans un calendrier précis. La durée maximale de l'Agenda d'Accessibilité Programmée sera de trois ans pour 80% des établissements recevant du public. Des durées plus longues sont prévues à titre dérogatoire pour certains ERP.

Concernant les transports, l'ordonnance permet aux services de transports publics d'élaborer un Schéma Directeur d'Accessibilité-Agenda d'Accessibilité Programmée qui prolonge le délai au delà de 2015 et qui pourra s'étendre sur trois ans pour le transport urbain, six ans pour le transport interurbain et neuf ans pour le transport ferroviaire

Il est précisé que les Ad'Ap sont soumis à validation du Préfet.

- Loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifie l'ordonnance du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées et vise également à favoriser l'accès au service civique pour les jeunes en situation de handicap
- Ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées qui prolonge pour les ERP le délai de 3

ans pour la mise en accessibilité

- Décret n° 2016-578 du 11 mai 2016 relatif aux contrôles et aux sanctions applicables aux Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap) pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public étant paru (Journal Officiel du 13 mai), il est donc désormais possible à l'administration de demander des justificatifs aux gestionnaires ou propriétaires d'ERP dont le ou les établissement(s) ne sont ni accessibles ni entrés dans un dispositif Ad'AP.

Dérogations

Les dérogations possibles aux règles de mise en accessibilité s'appuient sur 4 motifs, à savoir :

1. architecturale
2. impossibilité technique
3. disproportion financière manifeste
4. refus de l'assemblée générale de la copropriété de réaliser les travaux dans les parties communes.

Sanctions administratives

Trois mois après la première notification, à défaut de justification, la sanction pécuniaire prévue par l'article L. 111-7-10 est prononcée. A savoir :

- 1 500 € en cas d'absence de dépôt d'un Ad'Ap pour les ERP de 5e catégorie (moins de 300 personnes) ;
- 5 000 € pour les autres établissements ;
- 1 500 € à 2 500 € pour absence de production des documents de suivi des travaux de l'Ad'AP.

Pour mémoire, tout document erroné ou incomplet produit est passible d'une amende de 1 500 €.

Le décret instaure par ailleurs un « constat de carence », et les préfets pourront prononcer par arrêté cette carence et imposer :

- en cas de production d'attestation non conforme, d'attestation d'achèvement non produite, d'attestation d'achèvement non accompagnée des pièces justificatives pour les ERP de 5ème catégorie, une contravention de 5ème classe prévue par l'article L. R111-19-51 ;
- en cas de d'absence de tout commencement de mise en œuvre d'un Ad'Ap : une sanction pécuniaire à hauteur de 45 000 € pour une personne physique et 225 000 € pour une personne morale prévue par l'article L. 152-4 ;
- en cas de retards importants dans les travaux : la constitution d'une provision comptable correspondant au montant des travaux non réalisés sur la ou les périodes échues;
- à la fin de la période couverte par l'Ad'AP, si les engagements n'ont pas été tenus : une mise en demeure de terminer les travaux dans un nouveau délai imposé inférieur à 12 mois et, après consultation des commissions d'accessibilité, des amendes comprises entre 5 et 20 % du montant des travaux restant à réaliser.

Le montant des amendes abondera le « Fonds National d'Accompagnement de l'Accessibilité Universelle », créé pour financer des actions de mise en accessibilité d'ERP et d'actions de recherche et de développement en matière d'accessibilité universelle.

- Arrêté du 14 septembre 2018 - relatif au suivi de l'avancement des agendas d'accessibilité programmée et qui entrera en vigueur le 10/01/2019 consistera à réaliser un point de situation à transmettre aux commissions pour l'accessibilité, assurer le suivi de l'évolution du patrimoine initial de l'Ad'Ap approuvé, évaluer l'avancement des travaux et des actions réalisées et de connaître les raisons quant aux écarts existants par rapport aux engagements pris.
- Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017, JO du 30 et l'Arrêté du 19 avril 2017, JO du 22 – relatif à la mise en place du registre d'accessibilité. Ces textes prévoient que l'exploitant de tout établissement recevant du public élabore le registre public d'accessibilité prévu à l'article L. 111-7-3. Celui-ci précise les dispositions prises pour permettre à tous, notamment aux personnes handicapées, quel que soit leur handicap, de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement a été conçu.

Il contient

- Une information complète sur les prestations fournies dans l'établissement ;
- La liste des pièces administratives et techniques relatives à l'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées ;
- La description des actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées et leurs justificatifs.

Autre élément important : Ce document doit pouvoir être consultable sur place, au principal point d'accueil accessible de l'établissement, cela peut éventuellement être fait sous forme dématérialisée. Il peut notamment être mis en ligne sur un site Internet.

- Décret n° 2019-305 du 11 avril 2019 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité des bâtiments d'habitation et au contrat de construction d'une maison individuelle avec fourniture du plan - il porte sur l'application de l'article 64 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 relatif à l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN).

Ce texte concerne l'accessibilité des bâtiments d'habitation collectifs neufs, l'adaptation des logements existants aux personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie réalisées aux frais du locataire et enfin sur la modification de l'échéancier de paiement relatif aux contrats de construction d'une maison individuelle avec fourniture du plan. Il modifie les dispositions réglementaires pertinentes du CCH et du décret n° 2016-1282 du 29 septembre 2016.

- Un arrêté du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 24 décembre 2015 - relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction. Ce texte est venu préciser les contours des logements évolutifs : sur les usages attendus et sur la notion de travaux simples.

➤

➤ La loi d'orientation des mobilités (LOM) du 26 décembre 2019 :

- article 19 : tarification spécifique pour l'accompagnateur d'une personne handicapée disposant d'une carte CMI et généralisation des accès au TPMR aux titulaires d'une Carte à Mobilité Inclusion (CMI) avec mention « invalidité » sans restriction de lieu de résidence,
- article 27 : collecte de données d'accessibilité de la voirie dans les 200 m autour des arrêts accessibles.

2. - COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE

La commission consultative a pour objectif de fédérer l'ensemble des actions et des dynamiques mises en œuvre pour améliorer le quotidien des personnes en situation de handicap sur l'ensemble de son territoire.

Elle est composée notamment, de représentants de la commune, d'associations et/ou d'organismes d'usagers de personnes handicapées, de représentants du Conseil des Sages, de représentants des bailleurs sociaux et d'acteurs économiques.

Cette commission exerce les missions suivantes :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports.
- établir un rapport annuel présenté en conseil municipal.
- faire toutes propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant.
- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.
- tenir à jour, par voie électronique, la liste des établissements recevant du public situés sur le territoire communal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées.

La Commission Communale Pour l'Accessibilité s'est réunie le 20 octobre 2021 sous la présidence de Monsieur Christian MEISTERMANN, Adjoint au Maire de la Ville de Colmar, notamment en charge de l'espace public et Président de la Commission Communale d'Accessibilité.

2.1 CADRE BATI – EQUIPEMENT RECEVANT DU PUBLIC (E. R. P.)

Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin – Bureau Accessibilité et Politique Immobilière

1. Bilan d'activité de la Sous-commission Départementale de l'Accessibilité.

La mise en place du dispositif Ad'Ap, en 2015, avait eu pour conséquence une augmentation importante du nombre de dossiers (3 214 dossiers). En 2016 puis en 2017, le rythme est resté soutenu à raison de près de 2 100 dossiers déposés par an dans le Département. La DDT Haut-Rhin prenant comme référence 2013 (937 dossiers) a constaté depuis que le nombre d'instructions des demandes n'est toujours pas revenu à ce niveau et donc que les établissements ne sont toujours pas en conformité.

L'année 2018 comptait un peu plus de 1 140 dossiers instruits, cette légère baisse par rapport aux années précédentes s'expliquerait selon les services de la Direction Départementale des Territoires du Haut-Rhin, par une régularisation progressive des établissements existants et concernerait les nouveaux projets. Elle a constaté qu'entre 2018 et 2019 le nombre de dossiers reste à un niveau à peu près constant, proche de celui de 2014. La tendance est à la stabilité et le nombre total de dossiers instruits en 2019, est de 1 147.

Pour l'année 2020, le chiffre de 896 dossiers est moins significatif. Le contexte de la crise sanitaire, a freiné les dépôts et instructions de dossiers ce qui a entraîné la suspension des délais d'instruction. Le nombre de dossiers est en nette baisse par rapport aux années précédentes mais pas de façon drastique par rapport à 2019, avant la crise.

Globalement, en 2020, 73% des dossiers accessibilité ont obtenu des avis favorables reste important et stable depuis 2017 pour 79%, 2018 représente 77% et 2019 comptait 83% d'avis favorables. Toutefois, il est également constaté une hausse de 10 points pour les avis défavorables : 27% en 2020 contre 17% en 2019. Cette augmentation serait liée à une baisse de qualité des dossiers présentés (pièces manquantes, plans illisibles, notices absentes, etc).

Autre fait intéressant en 2020 pour les demandes de dérogations auprès de la SCDA, c'est la mince différence de 2 points entre le nombre de dérogations favorables de 51% contre 49% défavorables. Ce résultat est toutefois constaté sur un nombre de dossiers instruits réduit de moins de 200 avec un motif souvent invoqué par les pétitionnaires basé sur la « disproportion manifeste ».

Les demandes de dérogation concernent principalement les établissements de 5^{ème} catégorie (généralement des petits commerces, professions libérales, cabinets...) avec 65% des dossiers concernés et 12% pour la catégorie 1.

Pour mémoire, concernant 2020, il est compliqué de faire un état des lieux des dossiers examinés dans le département. Ainsi à Colmar, la commission a instruit 232 demandes, à Mulhouse, les chiffres n'ayant pas particulièrement de sens, ils ne sont pas inscrits et 36 à Saint Louis.

Ces chiffres permettent cependant de noter que Colmar a conservé un certain dynamisme commercial.

Toutefois, Colmar émet nettement plus d'avis défavorables pour les dossiers d'accessibilité des ERP, à savoir 44 dossiers que les autres secteurs. Ceci s'explique par le caractère non abouti des dossiers déposés (qui sont dans ce cas amenés à être examinés plusieurs fois) et la complexité des bâtiments situés en centre historique de Colmar.

2. Bilan d'activité de la Commission Communale de l'Accessibilité.

La Direction de l'Urbanisme de la Ville de Colmar instruit toutes les demandes d'autorisation de travaux dans les équipements recevant du public colmarien de la 2^{ème} à la 5^{ème} catégorie qu'elles soient comprises ou non dans les permis de construire.

Cette instruction permet de suivre le nombre d'ERP mis aux normes chaque année sur le territoire colmarien hors 1^{ère} catégorie.

Ainsi, la Ville a constaté que le rythme des demandes d'autorisation a légèrement baissé et qu'il n'est pas arrivé à la situation d'avant 2015 où le dépôt de demandes tend toujours vers une différence d'environ + 24%.

En, 2020 le nombre de dossiers instruits par la CCA est de 184 contre 253 en 2019, 286 en 2018, 320 en 2017 et 321 en 2016 mais 148 en 2014. Parmi ces demandes, 133 établissements ont reçu un avis favorable ou favorable avec prescriptions, 44 un avis défavorable (qui peut faire suite au refus d'une demande de dérogation). Dans le cadre, des visites de réception de travaux, 10 visites ont été réalisées pour lesquelles 8 sont conformes et 1 a donné lieu à un avis défavorable (1 avis différé).

En outre, il reste encore des établissements à mettre aux normes qui échappent au dispositif. Ces établissements sont généralement d'anciens commerces en site patrimonial remarquable qui n'ont pas réalisé ou déclaré des travaux ou modification de l'aménagement de leurs locaux. Ils sont susceptibles au regard, de cette situation de ne pas être conformes aux règles d'accessibilité. De plus, les non-conformités peuvent également concerner les règles de sécurité (nécessité du cloisonnement entre le local et les habitations d'un même immeuble, etc).

Enfin, la Ville a constaté une petite recrudescence de travaux sans autorisation suite à la fermeture de commerces liée à la pandémie du Covid. Des constats et demandes de régularisation ont été engagés depuis.

3. Point sur le dispositif de déclaration de conformité et Ad'Ap :

Le dispositif Ad'AP ayant pris fin en 2019. La DDT est dans une phase de suivi du dispositif. Ainsi, en octobre 2020, la DDT a réceptionné 3 390 attestations de conformité aux règles d'accessibilité sur le département.

Le nombre d'ERP connus non déclarés ou n'ayant engagé aucune démarche au regard de l'accessibilité est estimé à 50 % des ERP (9 902 ERP).

	Attestation d'accessibilité	Ad'AP simplifié	Ad'AP de patrimoine	Autorisation de travaux avec Ad'AP	Prorogation de dépôt d'Ad'Ap
Nombre de dossiers 68	4 058	345	184	1 971	519
Représentant	4 058 ERP	346 ERP	3 574 ERP	1 971 ERP	3 574 ERP
ERP Conformes		6 375 ERP		33 %	
ERP Démarche Ad'AP		3 390 ERP		17 %	
ERP connu. Aucune démarche		9 902 ERP		50 %	
Nombre total des ERP connus		19 667 ERP			

Il existe différentes attestations d'accessibilité transmises à la DDT :

- les attestations sans travaux : *un ERP est considéré complètement accessible une attestation est transmise par l'exploitant précisant qu'il n'y a pas de travaux à réaliser ;*
- les attestations après autorisation de travaux avec Ad'AP : *ce sont les Ad'AP de trois ans. À l'issue des travaux, une attestation d'accessibilité est envoyée ;*
- les attestations après autorisation de travaux sans Ad'AP : *pendant la période où les Ad'AP devaient être déposés, beaucoup d'exploitants avaient déposé des demandes d'autorisation de travaux de mise en conformité totale, mais n'avaient pas entrepris une démarche dans le cadre d'un Ad'AP. Une attestation après travaux doit être transmise dans le cas contraire ils ne sont pas conformes à la réglementation ;*
- les attestations après Ad'AP longue durée de patrimoine de 6 ou 9 ans.

Ces attestations portent sur l'ensemble de l'ERP, pas uniquement sur l'objet des travaux de l'autorisation de travaux. Il s'agit soit d'une attestation sur l'honneur pour les petits ERP de catégorie 5 soit d'attestations produites par un bureau de contrôle pour les autres catégories.

4. Recensement des ERP dans le Haut-Rhin

La DDT a créé une base de données des ERP du territoire, établit au regard des chiffres communiqués par le SDIS d'une part et des attestations d'accessibilité ou des Ad'Ap réceptionnés en DDT voire des échanges avec les propriétaires en quête de renseignements d'autre part. Cela représente 18 100 ERP en 2019 et 19 667 en 2020.

A Colmar comme ailleurs, le manque d'information quant aux ERP accessibles pose non seulement un problème d'accessibilité mais également de sécurité, de surcroît pour un centre ancien qui compte de nombreux magasins présents historiquement mais où se succèdent les gérants. Dans ce contexte, les propriétaires et commerçants ne rentrent pas facilement dans une démarche « accessibilité ». Il reste un bon nombre d'établissements qui ne sont pas rentrés dans le dispositif Ad'Ap.

Cette démarche est d'autant plus compliquée car pour les demandes de travaux, la loi prévoit que soit abordés l'ensemble des volets accessibilité, sécurité incendie et hygiène ce qui surprend les commerçants et complexifie leurs démarches, situation généralement aggravée par un manque de connaissance réglementaire et de capacité technique et financière à monter un dossier.

Ce dispositif permettait aux établissements qui n'avaient pas été mis en conformité dans les délais prévus par la réglementation de 2005, d'être conformes à la celle-ci à la programmation de ses travaux sur plusieurs années dans un cadre bien précis à savoir 3 ans pour les ERP de catégorie 5 et entre 6 et 9 ans pour les patrimoines plus importants.

Cependant, l'Etat a mis fin en mars 2019, au dispositif des Agendas d'Accessibilité Programmé (Ad'Ap), il n'est plus possible de déposer un dossier. Tout établissement concerné est à présent passible de sanction.

Ainsi un propriétaire ou un exploitant d'un ERP qui n'est aujourd'hui pas conforme à la réglementation accessibilité est considéré comme en infraction et est passible de sanctions.

5. Rappel des sanctions applicables aux ERP qui ne sont pas conformes :

Considéré comme un levier pour mobiliser les acteurs en retard, l'Etat a transmis un texte réglementaire encadrant les conditions liées à la mise en œuvre des Ad'Ap, pour engager la mise en application du volet Sanction. Les établissements concernés dans un premier temps étaient les collectivités et le secteur privé à patrimoine important puis dans un second temps les ERP de 5^{ème} catégorie. L'article L. 111-7-10 du code de la construction et de l'habitation prévoit les sanctions (cf. chapitre principales évolutions réglementaires en propos liminaire).

6. Contrôle de l'accessibilité des ERP

Les contrôles sont effectués au regard des attestations réceptionnées et en réalisant un recellement sur site et pour ceux qui n'ont réalisé aucune démarche, l'objectif était principalement de les inciter et de les accompagner à déposer l'attestation de conformité. A titre d'information, la DDT a travaillé au cours de l'été 2020, sur la mise à jour de leur base de données accessibilité.

Ainsi, environ 1 600 courriers ont été envoyés à des gestionnaires d'ERP qui avaient déposé des Ad'AP, avaient obtenu un avis favorable et pour lesquels il manquait l'attestation finale. La transmission de cette attestation est une obligation à l'issue d'un Ad'AP pour clore le dossier.

7. Principaux axes de travail pour améliorer l'accessibilité des ERP

- continuer à recenser les ERP pour compléter la base de donnée ;
- collecter un maximum d'attestations d'accessibilité, notamment dans le cadre du suivi des Ad'AP ;
- contrôler les ERP sur dossier (attestations reçues) et sur site ;
- inciter les ERP non entrés dans la démarche initiale Ad' Ap, de déposer rapidement une autorisation de travaux avec une mise en conformité totale aux règles d'accessibilité en s'appuyant sur le dispositif des sanctions.

8. Registre d'accessibilité

Le décret publié le 22/04/2017, a encadré la mise à disposition du public d'un registre d'accessibilité dans chaque ERP.

Ce registre devra contenir :

- La situation de l'ERP vis-à-vis de l'accessibilité consultable au point principal d'accueil de cet ERP – Ad 'Ap, notice/attestations d'accessibilité, dérogations.
- Le descriptif des équipements d'accessibilité et leurs modalités de maintenance.
- Un guide à destination du personnel.
- Une attestation de formation à l'accueil du public pour le personnel d'accueil des ERP de 1^{ère} à 4^{ème} catégorie.

Les modèles de registres d'accessibilité sont accessibles sur le site de la Délégation Ministérielle à l'Accessibilité.

9. Dispositifs soutenus par l'Etat - Ambassadeurs de l'accessibilité et Acceslibre

La DDT informe les membres de la commission qu'il existe un **dispositif nommé «Ambassadeurs de l'accessibilité»**. Celui-ci a été testé dans une douzaine de départements français et l'Etat prévoirait de recruter 1 000 ambassadeurs d'ici fin 2022.

Il consiste en un recrutement de deux jeunes dans le cadre d'un service civique, par les communes ou les intercommunalités. La mission de ces deux agents est de rencontrer tous les commerçants et responsables d'ERP dans l'objectif de les sensibiliser au handicap, à la réglementation, de les conseiller sur les actions liées à l'accessibilité et l'obligation de déposer une autorisation de travaux en mairie ainsi que de collecter les informations à saisir sur Acceslibre la plateforme participative. Le dispositif implique une équipe active de soutien et d'accompagnement.

C'est une mission de service public d'une durée de 6 à 8 mois avec 24 heures de présence par semaine minimum. Un tuteur est chargé du suivi quotidien des jeunes, ainsi que dans l'accompagnement pour la création d'un projet professionnel. Le service civique permettrait aux bénéficiaires de construire leurs parcours professionnels.

Dans ce cadre, le matériel nécessaire est une tablette tactile avec une clé 4G, afin de renseigner la plateforme Acceslibre directement quand les ambassadeurs sont présents dans les ERP. Un espace de travail est aussi à prévoir par l'employeur pour les tâches administratives qu'ils devront accomplir.

Durant cette période, trois formations sont obligatoires : la formation aux premiers secours, la formation civique et citoyenne de deux jours et la formation métiers qui sera dispensée par l'UFCV via des modules à distance étalés sur 15 jours.

Les ambassadeurs percevront une indemnité individuelle de 582 € par mois dont 474 euros par mois à la charge de l'État et 107 euros par mois à la charge de l'employeur.

Des acteurs socioprofessionnels ont été associés en qualité d'appui autour de ce dispositif. Unis-Cité est une association historique dans le champ du service civique et de l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes. Elle propose plusieurs formules intermédiaires aux collectivités non obligatoires, mais payantes :

- un accompagnement ponctuel à la carte : l'association peut intervenir pour le recrutement ou pour les formations au service civique ;
- un portage administratif et juridique ;
- un soutien aux tuteurs ;
- un portage total en tant qu'opérateur pour le compte de la collectivité.

Par ailleurs, l'UFCV, l'Union Française des Centres de Vacances, assure également l'ingénierie de formation. La Délégation Ministérielle à l'Accessibilité prend en charge le financement et dispense la formation initiale spécifique à cette mission sur l'accessibilité par des modules en ligne qui revient à 80 euros par jeune à la charge de la collectivité.

Un second dispositif est intitulé Acceslibre. Il s'agit d'une plateforme participative qui permet de recueillir le niveau d'accessibilité des différents ERP au niveau départemental et national. Tous les usagers peuvent accéder à cette plateforme et ainsi renseigner le niveau d'accessibilité d'un ERP. C'est un outil intéressant pour les gestionnaires d'ERP quant à l'accessibilité de leur établissement d'une part et pour les personnes à mobilité réduite qui connaîtront le degré d'accessibilité de leur destination. La DDT compte communiquer massivement sur ce dispositif. L'objectif étant que les pétitionnaires puissent renseigner le niveau d'accessibilité de leur ERP par le biais des ambassadeurs de l'accessibilité qui devront aussi alimenter cette base de données à l'occasion de leur mission. Aucune connaissance de la réglementation n'est nécessaire. C'est une plateforme interactive grand public à renseigner au maximum afin d'être utilisée systématiquement.

10. Equipements municipaux

La Ville de Colmar compte 129 Etablissements Recevant du Public (ERP) communaux composés d'écoles, de bâtiments culturels, économiques et sportifs.

Travaux de mise en accessibilité

Le diagnostic des équipements de la Ville achevé en janvier 2012, a estimé l'opération de mise en accessibilité des ERP communaux, à 18M€ TTC qui a fait l'objet d'une autorisation programmée de crédit de paiement pour un montant total de 16M€ TTC, au regard des diagnostics, hypothèses de dérogations et de résultats favorables d'appels d'offres. La Ville de Colmar a réalisé pour 11,43M€ TTC d'investissements au titre de l'accessibilité dans ses ERP entre 2012 et 2020.

Cela représente un travail conséquent. La répartition financière de l'investissement de 11,43M € TTC concerne des travaux portant sur l'aménagements sanitaires – 31%, d'escaliers et l'installation d'ascenseurs - 20%, d'équipements mobiliers – 19% et d'accès (portes et sas) – 30%.

Depuis 2013, trois marchés de maîtrise d'œuvre ont été lancés pour la reprise de 3 bâtiments communaux (MJC, Accueil Association des Villes de France, Théâtre municipal, Centre Hippique), de 10 équipements sportifs lesquels sont achevés, de 4 bâtiments classés ou inscrits dont les travaux sont achevés seul reste le Musée Bartholdi.

En 2016, les travaux ont principalement porté sur les écoles Wickram et Maîtrisienne, la crèche Scheppler pour des travaux de mise en conformité totale des bâtiments et d'autres sites portent sur des mises en accessibilité totale (Catherinette, Centre Hippique, bibliothèque Bel Flore ...) pour un montant total de 1,74 M€ TTC.

Les travaux en 2017 ont concerné notamment les écoles Barrès, Serpentine, Waltz et Anne Frank, la Crèche Coty, le Gymnase Pfister, Pfeffel, Ladhof et Saint Exupéry et d'autres travaux pour un investissement global de 1,66 M€ TTC.

Pour 2018, des opérations de mise en conformité ont été principalement réalisés sur les écoles élémentaires Hirn, Tulipes et Sainte Anne pour un montant de 689 000 € TTC.

En 2019, les travaux de mise en accessibilité entrepris sont, le bâtiment de la Manne, la Patinoire, le parking Rapp, l'école Pfister, le Stade de la Mittelharth, le gymnase Grillenbreit, les Eglises Saint Mathieu et Saint Joseph notamment. Toutes ces opérations ont eu un coût d'investissement de 315 000 € TTC.

Puis en 2020, le programme de travaux de mise en conformité de sanitaires, circulations intérieures, rampes et ascenseur concerne les écoles élémentaires Saint Nicolas, Brant. Pour un coût de 470 000 € TTC. Par ailleurs, des projets neufs ont été réalisés comme la piste d'athlétisme couverte, le parking souterrain de la Montagne Verte, la cantine et le périscolaire Brandt.

Le programme de travaux 2021 porte sur la mise en accessibilité des établissements l'école élémentaire Pfister, le temple Saint Mathieu et l'église Saint Joseph. Le coût global de cet investissement s'élève à 260 000€ TTC.

En 2021, une opération importante a été réalisée en matière de mise en conformité accessibilité sur le bâtiment classé monuments historiques, le Koïfhus. Ce dernier représente un investissement administratif et financier conséquent car il a nécessité la réalisation d'études, le respect de la réglementation en matière patrimoniale notamment.

Le Musée d'Histoire Naturel subira également des travaux de conformité de mise en accessibilité. A l'instar du Koïfhus, cette opération est complexe car elle perturbe le fonctionnement du musée et nécessite la mise en place d'un plan scientifique et culturel ainsi de réfléchir sur le circuit muséal. Une commission spéciale à laquelle la Direction Régionale des Affaires Culturelles est associée, travaille sur l'ensemble de ces problématiques pour la réalisation des études et ainsi permettre les travaux.

En outre, pour l'année 2022, sera proposée la réalisation de travaux dans les écoles élémentaire Saint Nicolas en phase 2- Ascenseur extérieur et escalier de secours -, Pfister 2 et Rousseau en phase 1 pour des rampes d'accès et des sanitaires. Le montant de travaux es estimé à 590 000 € TTC.

En 2023, des travaux d'aménagement d'un ascenseur intérieur à l'école Rousseau est envisagé.

Ad'AP patrimoine de la Ville

La Ville de Colmar avait déposé un Ad'AP global, le 27 septembre 2015, pour l'ensemble des ERP restant à traiter. Il est réparti sur 9 ans avec un objectif à atteindre de 100% des ERP conformes à la fin 2024 avec 129 bâtiments communaux ouverts aux publics.

Ainsi, fin 2020, le taux de conformité a atteint 86% avec 110 bâtiments dont 93 en accessibilité totale. Par ailleurs, outre la mise en conformité des bâtiments la Ville réalise concomitamment des travaux de mise en sécurité.

Registres d'accessibilité

Les registres d'accessibilité conformément au décret du 22/04/2017, ont été mis à disposition dans tous les équipements et sont disponibles sur internet. Ils attestent de l'accessibilité effective le cas échéant présentent les dispositions à venir avec une date de réalisation pour les bâtiments concernés.

Ce registre contient notamment :

- La situation de l'ERP vis-à-vis de l'accessibilité (attestation d'accessibilité ou programmation au titre de l'Ad'Ap)
- Le descriptif des équipements d'accessibilité et leurs modalités de maintenance
- Un guide à destination des agents d'accueil
- Une attestation de formation à l'accueil du public pour les agents d'accueil des ERP des 1^{ère} et 4^{ème} catégories.

Ainsi, un volet formation en direction des agents accueillant du public reconnu malvoyant, déficient auditif, à mobilité réduite, présentant un handicap mental ou cognitif a été mis en place.

Ces formations engagées en 2018 se poursuivent. Un certain nombre d'agents sont en mesure d'accueillir et d'accompagner les personnes en situation de handicap. Enfin, pour les ERP du 1er groupe, une attestation signée et mise à jour annuellement décrivant les actions de formation des personnels chargés de l'accueil des personnes handicapées est intégrée au registre d'accessibilité.

2.2 CADRE BATI - HABITAT

POLE HABITAT - Etat d'avancement des adaptations de logements sur Colmar.

1. Diagnostic accessibilité

Un diagnostic a été réalisé en partenariat avec l'AREAL en 2016. Celui-ci avait porté sur 40 entrées d'immeuble et 1 391 logements, pour un coût global de 16 169 euros, subventionné à hauteur de 50% soit 8 085€, par le Département 68 et Colmar Agglomération.

Cette étude a mis en exergue les besoins des personnes vieillissantes notamment et sera utilisée dans le cadre des réhabilitations. Par ailleurs, elle a permis d'engager la définition d'une stratégie d'amélioration de l'accessibilité des immeubles.

2. Adaptations de logements

Les adaptations portent particulièrement sur la transformation de logements pour répondre aux besoins des locataires. En effet, le diagnostic a incité la Société Pôle Habitat Colmar Centre Alsace à mener une réflexion pour le maintien à domicile des personnes âgées dans l'esprit du "**Bien vieillir chez soi**".

Cette possibilité **d'adaptation des logements** a été élargie aux locataires domiciliés depuis plus de 20 ans dans un logement non accessible mais qui souhaitent y être maintenues.

Les types d'aménagements consistent principalement en la mise en place de mains courantes, de la visiophonie, de douches (à la demande), de bandes podotactiles et vigilances et également l'amélioration de l'éclairage, l'affichage du niveau des étages, l'installation de volets électriques.

En outre, toutes les opérations sont étudiées en concertation, avec les locataires, car ces travaux impactent les charges locatives et les professionnels par exemple l'ergothérapeute sur les travaux de mise en accessibilité des résidences pour personnes âgées. Ils ont essentiellement porté sur le rajout des mains courantes supplémentaires dans les parties communes, sur l'accessibilité visuelle (bande podotactile, bande de vigilance, nez de marche puis l'affichage du niveau des étages), sur le confort thermique, l'amélioration de l'éclairage et des espaces extérieurs.

En 2017, Pôle Habitat Centre Alsace a instruit 80 dossiers dont 49 adaptations ont été réalisés. Cet investissement a présenté un coût de 213 164 € (202 726 € en 2017).

En 2018, c'était 79 dossiers instruits pour 34 adaptations : 30 concernent la mise en place de douches avec récupération de la Taxe Foncière (TFPB), 4 adaptations particulières (mains courantes, volets électriques pour un investissement de 216 739 €.

S'agissant de l'année 2019, Le bailleur a traité 92 dossiers dont 40 adaptations ont été réalisées : 30 concernent les salles de bain avec récupération de la Taxe Foncière (TFPB), 10 adaptations particulières (mains courantes, volets électriques. Le bailleur a investi un montant de 137 000 €.

Pour l'année 2020, Le bailleur a traité 95 dossiers dont 40 adaptations réalisées : 35 concernent les salles de bain avec récupération de la Taxe Foncière (TFPB), 5 adaptations particulières (mains courantes, volets électriques. Le bailleur a investi un montant de 171 818 €.

Depuis 2015, le **programme de travaux d'accessibilité** a touché 20 immeubles pour un montant total de 12 013 757 € TTC.

En 2016, 2 immeubles en ont été équipés – 10 rue du Noyer et 17 rue des Brasseries à raison de 40 logements, pour un investissement de 189 149 €.

En 2017, 3 autres immeubles à savoir, – 14-16 rue du Noyer et 13 rue des Brasseries soit 60 logements, pour un montant s'élevant à 300 000 €.

En 2018, 3 immeubles en ont bénéficié – 6-8 rue du Noyer et 15 rue des Brasseries à raison de 60 logements, pour un investissement de 300 000 €.

Pour mémoire en 2019, 3 résidences comprenant 184 logements ont été réhabilités : 36 - 40 Cours Sainte Anne, 18 – 18 A avenue de la Liberté, 3- 5 – 7 rue du Luxembourg) pour un coût de 11 224 608 €. Dans le cadre de ce programme de travaux axé sur de la rénovation thermique, l'accessibilité a été prise en compte par l'installation de 22 douches et la transformation de logements en PMR pour un coût total de 172 500 € TTC en complément, des mains courantes, des contrastes visuels sur les marches et des systèmes de visiophonie ont été installés.

S'agissant des logements neufs en acquisitions ou locations, 30 logements ont été livrés contre 55 en 2018 dont 10 répondent aux normes d'accessibilités contre 40 l'année dernière. Ils sont situés au 74 – 74A rue du Hêtre à Logelbach.

Pour **l'année 2020**, s'agissant de l'amélioration de l'accessibilité des immeubles, le Pôle Habitat Centre Alsace a poursuivi la **réhabilitation de résidences**, à savoir :

- 43 a rue du Ladhof, résidence principalement orientée pour les personnes âgées. L'investissement s'élève à 1 665 000 euros TTC. Dans le cadre de l'accessibilité, 11 douches ont été installées pour un montant de 30 470 euros.
- 143 au 157 rue d'Ingersheim : 100 logements où la réhabilitation pour la résidentialisation est en cours. L'investissement s'élève à près de 4 millions d'euros. Il s'agit de l'amélioration de l'accessibilité des bâtiments. Cependant ces immeubles resteront non accessibles aux personnes en fauteuil roulant, l'effort porte en direction des personnes âgées, mal voyantes et mal entendant.

D'autres travaux complémentaires sont réalisés comme la mise en place de bandes podotactiles, de bandes d'éveil et de vigilance y compris les mains courantes. Les travaux de résidentialisation permettront également d'installer une place PMR à proximité de chaque entrée d'immeuble et de mettre en place le tri sélectif enterré qui permettra de rendre accessibles les locaux poubelles.

Un travail partenarial a été réalisé avec l'association Handicap Services Alister pour l'attribution des logements aux personnes dans l'attente d'un tel service.

Le Pôle Habitat dans le cadre de son opération d'adaptation des logements reste soucieux de limiter l'augmentation du loyer afférent. En effet, un logement adapté suppose une surface un peu plus grande que pour un logement classique puisque les espaces tiennent compte des besoins en déplacement de la personne à mobilité réduite comme la salle de bain et les salles de bains, le couloir, les toilettes etc. C'est pourquoi, le bailleur choisi de gagner en surface en intégrant les sanitaires dans une même pièce, d'aménager la pièce de manière optimisée. Pour certains locataires, le versement des APL permet également de minimiser la hausse du loyer.

En **2020**, en termes de **constructions neuves**, le bailleur a réceptionné 34 nouveaux logements accessibles aux PMR à savoir les bâtiments suivants :

- 7 rue Saint-Josse : immeuble « Home Edmond Gerrer ». L'habitat inclusif est géré par l'ASAD. 17 logements sont accessibles aux PMR. L'investissement s'élève à 2 millions d'euros ;
- 7 rue de Griesbach : 14 logements dont 7 accessibles. Le coût de l'opération s'élève à environ plus de 2 millions d'euros ;
- 10-12 rue des Pistons à Ingersheim : 30 logements ont été créés, dont 10 accessibles aux PMR. L'investissement s'élève à 3 750 000 euros.

3. Ad'Ap patrimoine de Pôle Habitat

L'Ad'Ap Patrimoine de Pôle Habitat a été validé par la Préfecture le 29 février 2016. Il concerne 72 ERP. 59 ERP feront l'objet de travaux de mise en accessibilité sur une période de 9 ans pour un budget prévisionnel global de 1 508 141 € TTC. Certains ERP seront démolis ou désaffectés.

En 2016, 10 ERP ont subi des transformations pour répondre aux exigences de l'Ad'Ap pour un montant à hauteur de 269 080 €.

Pour l'année 2017, ce sont 4 établissements pour un coût global de 90 650 €. Il s'agit de locaux commerciaux, administratifs, associatifs et du service de soins domicile.

En 2018, 2 ERP ont subi des transformations pour répondre aux exigences de l'Ad'Ap pour un montant à hauteur de 172 300 €. Il s'agit du siège de Pôle Habitat et de l'Espace Bel Age à Colmar.

Ainsi en 2019, les locaux d'activités situés du 4 à 14 rue Jacques Preiss ont fait l'objet des travaux d'accessibilité pour 44 779 € TTC et une boulangerie au 1 rue de Berlin pour 32 669 € TTC. Coût total de l'opération, 77 448 € TTC.

En 2020, en termes de locaux d'activités, les logements dans les immeubles sis 15, 16, 17, 18 Place de Lattre de Tassigny ont été réhabilités pour un coût de 56 000 euros TTC.

Les attestations sont envoyées dans l'année à la DDT pour mettre à jour et permettre le suivi de l'Ad'Ap.

4. Le développement de la politique senior du Pôle Habitat

Éléments de contexte :

L'Union Sociale pour l'Habitat (USH) a réalisé un diagnostic qui a mis en exergue quelques éléments à retenir particulièrement, à savoir la caractérisation des locataires. Ainsi, en 2016, 32,2 % des locataires HLM en France sont âgés de plus de 60 et 10,8 % ont plus de 75 ans. Selon les prévisions au 1^{er} janvier 2050 la France comptera 70 millions d'habitants et un habitant sur trois sera âgé de 60 ans ou plus, contre un sur cinq en 2005 (INSEE);

Soucieuse des questions liées au vieillissement L'Union Sociale pour l'Habitat considère que cette configuration future oblige la société à anticiper et à travailler de manière concrète pour les décennies à venir sur cette thématique. En soutien à la prise en charge de cette opération, une première convention appelée « adaptation des logements et du cadre de vie du parc social à la perte d'autonomie des résidents liée au vieillissement ou au handicap » avait été signée entre l'USH et l'Etat en 2017-2019, une complémentaire a été signée celle-ci avec la Caisse nationale d'assurance vieillesse pour la période 2019-2022.

C'est dans l'optique de travailler sur les enjeux du changement générationnel et du vieillissement de la population que le Pôle Habitat a validé une stratégie de développement basée sur 3 axes en lien avec la loi du 28 décembre 2015 :

- anticipation et prévention de la perte d'autonomie des seniors : comprendre l'environnement social et environnemental des personnes âgées pour pouvoir anticiper l'adaptation ou l'accompagnement au changement pour les seniors ;
- accompagnement dans la perte d'autonomie des personnes âgées : trouver des solutions (adaptation, relogement, mise en place de parcours résidentiel) ;
- adaptation de l'organisation interne du bailleur et du patrimoine face au vieillissement.

Le Pôle Habitat a établi un programme de travail au regard de ces axes :

- Réalisation d'un diagnostic « seniors » du parc : 2019
- Priorisation des publics cibles : 2019
- Inventaires des actions, des partenariats et benchmarking (analyse comparative) : 2020

- Enquête de terrain et définitions des besoins : 2020-2022
- Elaboration de nouvelles pistes de travail et études de faisabilité : 2020-2022
- Développement d'actions nouvelles dans le cadre de la prise en charge de nos seniors : 2020-2022

La prise en compte du **vieillessement étant devenu un enjeu majeur pour le Pôle Habitat**, cette problématique a été intégrée aux orientations stratégiques du bailleur.

Dans ce cadre, des enquêtes domiciliaires ont été menées auprès des 523 personnes isolées de plus de 75 ans et de 36 foyers de plus de 85 ans en sous-occupation dans des logements de type T4, T5 et T6, soit 559 rencontres prévues.

Cependant, seules une cinquantaine d'enquêtes ont pu être effectuées à domicile de janvier à mi-mars 2020. Stoppées par un contexte sanitaire compliqué, lié à la COVID - 19, elles n'ont jamais pu reprendre chez les locataires et ont donc été effectuées par téléphone à partir de juin 2020.

- Ainsi, 357 personnes de plus de 75 ans isolées ont été sondées sur 481 (42 décès en 2020), soit un taux de pénétration de 74,2 %.
- Puis 33 foyers sur 36 des plus de 85 ans en sous-occupation, soit un taux de pénétration de 91,6 %.
- Sur les 517 foyers retenus pour l'enquête, 127 foyers n'ont pas pu être sondés (108 n'ont pas répondu malgré les relances, 8 ont refusé de répondre et 11 n'avaient pas de coordonnées téléphoniques).
- En terme, de méthodologie, un courrier avant enquête a été envoyé aux locataires. Ensuite des agents du Pôle Habitat ont contacté par téléphone au moins à 3 reprises. Les entretiens ont été réalisés à l'aide d'un questionnaire évaluant la sphère sociale et l'environnement physique du logement et du locataire. L'échange durait entre 20 et 40 minutes.

L'enquête a révélé que les **locataires de plus 75 ans vivant seules** à domicile sont relativement bien entourées et très peu isolées. En effet,

- 91%, la famille proche vit sur Colmar Agglomération.
- 94 % des aînés sont régulièrement visités avec 62 % au moins une fois par jour et 32% entre 1 à 4 fois par semaine.
- 76% se sentent bien voire très bien entourés.
- 113 locataires bénéficient d'un service d'aide à domicile essentiellement pour le ménage (96 %).

Cependant, 234 locataires sur les 357 connaissent peu ou pas du tout les différents services à destination des personnes âgées. Cela s'explique certainement par cette proximité familiale très importante.

- 49 personnes souhaiteraient malgré cette proximité avoir une visite à domicile d'une tierce personne.
- 36 situations ont été identifiées comme préoccupantes. 23 sont à surveiller, 13 à suivre et à accompagner.
- 89 estiment avoir des difficultés d'accès à leurs logements (marches et escaliers) et 110 aux éléments du logement (volets, baignoires,). Dans ce cadre nous avons recensé 74 demandes d'adaptation dont 10 qui ont été réalisées en 2020.

Ces derniers percevraient des revenus suffisants, avec un revenu moyen de 1198 € par mois, 80% des foyers estiment que leurs ressources leur suffisent.

Parmi ces locataires de plus 75 ans isolées, 45,7% d'entre eux occupent un T3 puis 23,2% un T4 et 25,5% un T2. Avec seulement 29% de logements équipés d'une douche (91 douches dont 69 adaptées), 81 % des personnes interrogées trouvent leurs logements adaptés à leurs besoins.

Cependant, il est remarqué par le bailleur que les personnes sondées n'ont pas totalement conscience de la limite quant à l'usage optimum de leur logement.

En effet, 89 d'entre eux estiment avoir des difficultés d'accès à leurs logements (marches et escaliers) et 110 aux éléments du logement (volets, baignoires,).

Dans ce cadre, 74 demandes d'adaptations ont été recensées dont 10 ont été réalisées en 2020.

De manière générale les locataires sont très satisfaits et attachés à leur logement même si leur état de santé devrait se dégrader, 86 % ne le quitteraient pas car ils le trouveront toujours adapté.

Cette population est également satisfaite du bailleur social, si leur état de santé ne leur permettait plus de rester dans leurs logements, 93% d'entre elles souhaiteraient déménager dans un logement accessible et adapté chez Pôle Habitat.

Dans ce cadre, 25 demandes de relogement à traiter ont été recensées.

Une fracture numérique réelle : il est constaté que les personnes âgées sont très peu connectées. 95% n'ont pas internet. L'ensemble des démarches dématérialisées sont effectuées par la famille proche.

Pour la population de plus de 85 ans en couple, la famille proche vit à proximité : 100 % de la sphère familiale proche habite sur Colmar Agglomération.

- 97 % des personnes sondées sont régulièrement visitées (2 vivent avec un de leur enfant, 27 sont visitées 1 à 3 fois par jour et 3 une à 3 fois par semaine)
- En termes de ressenti, l'ensemble des personnes interrogées se sentent bien entourées.
- 15 locataires bénéficient d'un service d'aide à domicile essentiellement pour le ménage (87 %).
- 19 connaissent peu ou pas du tout les différents services à destination des personnes âgées.

Fracture numérique : 20% ont une connexion internet mais l'utilisent essentiellement pour regarder la télévision. L'ensemble des démarches dématérialisées sont effectuées par la famille proche.

Aucune situation préoccupante n'a été identifiée mais 6 couples souhaiteraient avoir une visite à domicile par une tierce personne.

Malgré la grande taille des logements – 23,8% occupent un T4, l'ensemble des locataires rencontrées trouvent leurs logements adaptés à leurs besoins (79% bien voire très bien adapté et 21% assez bien adapté). En effet, il leur permet d'accueillir voire d'héberger aisément de la famille.

Seules 3 familles envisageraient un déménagement dans un logement plus petit et adapté.

En termes d'appropriation, 15 logements ont été adaptés par les familles (13 douches et 2 adaptations de la baignoire). Aucune demande d'adaptation nous a été formulé.

Ces personnes se disent très satisfaites de Pôle Habitat et attachés à leur logement même si leur état de santé devait se dégrader, aucun n'envisage quitter leur lieu de vie ou leur bailleur.

5. Pistes d'amélioration pour les seniors 2021

- ✓ Mettre en place de visites à domicile : APALIB'
- ✓ Mieux informer les locataires de l'existence des services d'aides aux personnes âgées
- ✓ Adapter les logements identifiés en 2020
- ✓ Généraliser l'adaptation des logements aux personnes de + de 60 ans dans le cadre des réhabilitations de bâtiment. Pack ACCES Rénov'
- ✓ Mise en place de douche adaptée dans les logements de type T4 sous conditions (commission investissement)
- ✓ Développer l'offre de logements à destination des seniors, type « Habitat Inclusif » ou « partagé »
- ✓ Prendre en compte spécifiquement des demandes de relogement des seniors. Accompagner et Anticiper
- ✓ Poursuivre les enquêtes seniors

Volet 1- Mise en œuvre de la stratégie

En 2020, outre le diagnostic, un inventaire des actions, du partenariat et du benchmarking, ont été accomplis et se poursuivront l'année en 2021.

Des enquêtes de terrain ont été mises en place pour 2020 et continueront en 2021 afin de définir les besoins des seniors. Priorité sera donnée aux plus de 75 ans isolés et les plus de 85 ans dans les logements en sous-occupation soit 559 foyers.

Cette cible représente les plus vulnérables, ce sont eux qui ont le plus de difficultés à développer des relations sociales de proximité et se replient très souvent sur eux-mêmes. Les 75 à 84 ans, appelés « les retraités passifs » commencent à avoir des difficultés à se déplacer, se lever... Puis les plus 85 ans avec la montée de la dépendance jusqu'à la grande dépendance.

L'objectif étant pour le Pôle Habitat de les rencontrer en priorité pour connaître le taux de personnes isolées et le type d'actions qui pourraient être mis en place. La première phase était de rencontrer les personnes âgées de +75 ans vivants seules.

Une deuxième phase concernera les foyers en sous-occupations des +75 ans soit 132 familles, les 210 familles restantes des plus de 75 ans, et les personnes seules de 60-74 ans, soit 823 personnes. Cela représente 1 165 visites à réaliser pour rencontrer l'ensemble des seniors.

Une dernière phase sera mise en place pour les sous-occupations des 60-74 ans. Cette phase sera dépendante du traitement des relogements des +75 ans lesquels font partie de la phase 1.

L'objectif est d'élaborer de nouvelles pistes de travail, d'étudier leur faisabilité, puis de développer de nouvelles actions dans le cadre de la prise en charge des seniors.

Volet 2 - Mise en place d'une nouvelle organisation, avec le développement de services et le renforcement de l'accompagnement des seniors dans le parc Pôle Habitat

La mise en place d'une politique senior engage le bailleur à réorganiser son fonctionnement, à développer des services et à renforcer l'accompagnement des seniors. Ainsi, Pôle Habitat Centre Alsace a un service dédié à cette mission, le service du Développement Social Urbain avec une référente senior.

Cette dernière travaillera sur la partie connaissance des aînés et anticipation du vieillissement des locataires en :

- réalisant les enquêtes domiciliaires (création d'un questionnaire et d'un tableau d'analyse) ;
- proposant des actions permettant de développer et de mettre en œuvre un accompagnement spécifique au vieillissement des locataires ;
- développant des partenariats autour de la prise en charge de la personne âgée.

L'objectif est de développer des partenariats pour accompagner et simplifier la vie de nos aînés.

En termes d'adaptation des logements en lien avec l'accessibilité, le bailleur a également renforcé l'accompagnement pour ce dispositif. En effet, la visite à domicile systématique, pour les +60 ans afin de réaliser un point sur la demande d'adaptation, mais aussi sur l'environnement social de la personne. Une fois que la demande de l'adaptation est validée, un accompagnement renforcé est mis en place pour rassurer la personne âgée par une visite avant, pendant et après les travaux. Nombre d'inquiétudes sont émises par les personnes âgées dès que les travaux commencent et cela bouleverse leur environnement. A l'issue des travaux, un entretien a lieu afin de proposer si nécessaire, des actions complémentaires à l'adaptation pour améliorer le quotidien de la personne et de créer du lien social (partenariats à développer).

Volet 3 -Projection sur l'évolution des pratiques de Pôle Habitat en intégrant la notion de prise en compte du vieillissement de la population à tous les niveaux de l'établissement

La volonté de développer au sein de l'organisation la « Politique senior » implique de la part de l'ensemble des services du Pôle Habitat une évolution dans le fonctionnement des services, des pratiques, du mode de pensée (appropriation des enjeux et objectifs) pour prendre en compte le concept du vieillissement et pour appliquer les actions qui découlent de la stratégie d'entreprise.

A cet effet, plusieurs actions sont proposées :

- former le personnel accueillant et de proximité (chargés de clientèle, accueil ou service de proximité) à la problématique de vieillissement, sa prise en compte, sa compréhension et son rôle dans la prévention des risques liés à la vieillesse (remonter les situations difficiles, compliquées),
- intégrer les problématiques d'usages, d'accessibilité et de prise en compte de la personne âgée en amont de tous les projets de construction et de réhabilitation - stratégie de reconstruction et de rénovation par rapport à ce vieillissement,
- créer un cahier des charges commun pour les logements PMR afin de définir précisément le type de logement - homogénéiser les logements pour qu'ils soient adaptables tant aux PMR qu'aux personnes vieillissantes,
- développer une gestion adaptée sur la question du relogement et de la demande de cette population (traitement et accompagnement spécifique).

Ce dispositif a pour objectif d'encadrer la mise en œuvre de cette politique pour encourager et impliquer les services d'une part et d'accompagner les personnes âgées dans leur parcours résidentiel et éviter au mieux les situations compliquées ou malheureuses.

6. Actions présentées par les autres bailleurs sociaux,

Neolia s'investit sur le champ du handicap et du vieillissement par des réhabilitations des constructions notamment 230 nouveaux logements adaptés en 2020 pour un total de 2 200 logements (8%) sur l'ensemble de leur parc locatif. A titre d'exemple récent, 10 appartements au 12-14 Cours Sainte Anne à Colmar ont fait l'objet d'adaptation dans les logements et dans les parties communes.

Domial, a également traité la démarche en faveur de l'accompagnement des personnes âgées. Une convention départementale de partenariat avec l'ABRAPA et l'APA a été signée le 29 octobre 2020, pour mettre en place cette opération. Ils visiteront les locataires concernés au regard de leurs besoins exprimés (technique, soutien administratif pour le matériel, etc)

Le **Centre Alsace Habitat** travaille sur des adaptations de salles de bain en fonction des demandes des locataires et du vieillissement ou des problèmes de santé que ces derniers font remonter à l'Organisme. Cette démarche implique un ergothérapeute qui définit un certain nombre de travaux.

Par ailleurs, dans le cadre des études Cœur de Ville, Colmar Agglomération a financé une étude à hauteur de 30 000 euros HT pour réaliser un diagnostic de l'accessibilité dans le parc de la coopérative Centre Alsace Habitat. Elle concerne 517 logements sur les 2 100 que compte Centre Alsace Habitat.

Il est aujourd'hui attendu du bailleur qu'il présente un programme d'action suite à ce diagnostic.

2.3 TRANSPORT URBAIN

Bilan du Schéma Directeur de l'Accessibilité des transports publics de Colmar Agglomération (SDA arrêté en 2008).

L'objectif de ce schéma était de rendre le réseau de transport de bus praticable pour 2015 et accessible fin 2021. Il a été basé sur 3 axes : les arrêts de bus, le matériel roulant et l'information des voyageurs. La mise en accessibilité a été organisée par ligne.

1. L'aménagement des arrêts de bus :

Colmar Agglomération assure la maîtrise d'ouvrage de la mise en accessibilité des arrêts de bus. Ainsi ont été investis annuellement, entre 2008 et 2019 des montants allant de 300 000€ HT à 500 000€ HT. Les arrêts de bus sont également rendus accessibles à l'occasion de la réhabilitation de voies. Ainsi, Colmar Agglomération a participé financièrement à la réfection de 32 arrêts à la Ville de Colmar.

La mise en accessibilité des arrêts était prévue initialement dans le périmètre de Colmar Agglomération qui était de 14 communes au moment de l'élaboration du SDA.

Le 1^{er} janvier 2016, Colmar Agglomération a intégré 6 nouvelles communes de l'ancienne Communauté de Communes du Pays du Ried Brun qui comptent 43 points d'arrêts dont 7 accessibles. En 2017, 38 points ont été mis aux normes PMR. Et 29 arrêts supplémentaires en 2018, ont également été réalisés dans le cadre du prolongement du programme.

Au total, 395 arrêts de bus sur 410 ont été rendus accessibles (soit 96%) fin 2021. En 2020, d'autres arrêts ont été étudiés pour être mis aux normes sachant que certains arrêts ne feront pas l'objet de mise en conformité car ils présentent des contraintes techniques de terrain empêchant leur mise aux normes – il peut s'agir de problèmes techniques pour le secteur sauvegardé, d'acquisition foncière, de coût trop onéreux pour les communes.

A titre d'exemple, dans le cadre d'un réaménagement de voirie et dans la réflexion sur la relocalisation d'un arrêt, Colmar Agglomération met en place une plateforme modulaire provisoire avec un accès piste cyclable. Ce type d'aménagement permet de garantir l'accessibilité en attendant les décisions sur le maintien ou déplacement d'un arrêt, sur la restructuration du réseau, etc.

2. La mise en conformité du matériel roulant :

A ce jour, 44 bus répondent aux normes PMR dont 35 bus standards, 2 bus articulés, 3 minibus et 4 navettes électriques. Tous les bus sont équipés d'une rampe d'accès, d'une ou deux places pour les fauteuils roulants et de système sonore vocal intérieur et extérieur, d'annonces visuelles embarquées. Les trois minibus qui circulent sur les lignes 6 et 9 ne disposent pas encore de plancher intégral. Ils seront remplacés en 2025.

S'agissant de l'accessibilité au centre-ville, 4 nouveaux véhicules ont été mis en service depuis avril 2019, dans le cadre de l'Action Cœur de Ville. Ces navettes gratuites sont électriques circulent dans le centre-ville uniquement du lundi au samedi avec une fréquence d'un quart d'heure entre elles.

Ces dernières sont équipées de rampes rétractables qui permettent la montée et descente des fauteuils roulants avec un emplacement dédié à l'intérieur du véhicule. Il est observé que tous les arrêts de la ligne sont accessibles aux personnes à mobilité réduite. En revanche l'arrêt à la demande qui est accessible grâce à une rampe mobile, nécessiterait un accompagnement d'un tiers compte tenu de la pente,

l'accessibilité n'étant optimale que depuis un quai. Il est précisé que les chauffeurs de navettes ne sont pas habilités à aider les PMR pour leur accès au véhicule.

3. Accessibilité des lignes :

A ce jour, les 14 lignes dépendant de la TRACE sont accessibles. Il reste les lignes affrétées au réseau Fluo 68 qui sont partiellement accessibles, ou pas du tout pour certaines. Ci-après le détail de l'état des lignes :

Les arrêts de bus pour les lignes suivants sont accessibles fin 2021 :

- la ligne n°1 : Horbourg-Wihr / Colmar Europe (via Théâtre et Gare),
- la ligne n°2 : Logelbach Centre commercial / Houssen Centre Commercial (via Théâtre et Gare),
- la ligne n°3 : Colmar Europe / Théâtre / Gare / Colmar Europe,
- la ligne n°4 : Gare / Théâtre / H. Schweitzer / Gare,
- la ligne n°5 : Wintzenheim / Gare / Théâtre,
- la ligne n°6 : Colmar Saint-Joseph / Colmar marché couvert (sauf arrêt Turenne),
- la ligne n° 7 : Les Erlen / Colmar Z.I. Nord,
- la ligne n° 8 : Colmar Théâtre/Europe / Ingersheim / Turckheim (sauf arrêt Fecht),
- la ligne n°9 : Sundhoffen/Horbourg-Wihr/Fortschwihr
- la ligne A : Horbourg-Wihr / Colmar Europe (via Théâtre et Gare),
- la ligne B : Ingersheim Pl. De Gaulle / Colmar Hôpital Schweitzer,
- la ligne C : *Colmar Ladhof - Wintzenheim Chapelle*,
- la ligne E : Parc des Expositions - Gare,
- la Navette Cœur de Ville : secteur centre-ville

Réseau Inter Urbain dit FLUO 68 – partiellement accessibles

- la ligne n°21 : Andolsheim / Colmar Gare
- la ligne 22 : Sainte Croix en Plaine / Colmar Théâtre
- la ligne n°24 : *Riedwihr/Jepsheim - Colmar Gare*
- la ligne n°25 : Ingersheim/Walbach/Trois-Epis - Colmar Gare
- la ligne n° 25 : Ingersheim Florimont / Colmar Gare

Réseau Inter Urbain dit FLUO 68 – non accessible

- la ligne n°20 Fortschwihr / Colmar Gare
- la ligne 23 : Sundhoffen Centre / Colmar Théâtre
- la ligne n°26 : *Wettolsheim - Herrlisheim Vignoble - Colmar Gare*

Enfin, les lignes du Département affrétées par le réseau Trace, sont concernées par l'accessibilité principalement les lignes prioritaires et les lignes à savoir 106, 109, 145, 248, 301, 316, 346, 437 et 440.

Les lignes secondaires 318 et 326 ne sont pas accessibles. Ce point serait à travailler en collaboration avec la Région Grand Est et les transporteurs.

En outre, Colmar Agglomération mène depuis 2019, une réflexion sur la refonte du réseau de bus qui prendra fin courant 2022.

4. L'information :

L'ensemble des dispositifs d'information posés sur les arrêts est conforme à la réglementation (clarté de l'information, indication des lignes de transports et de leurs destinations à chaque emplacement d'arrêt, taille des caractères agrandies pour les horaires, guide horaires, présence des logos indiquant l'accessibilité aux PMR, etc.).

20 arrêts sont équipés de bornes d'informations visuelles indiquant le temps d'attente en temps réel.

Depuis 2017, dans le cadre du renouvellement du Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information des Voyageurs, des écrans d'informations dynamiques ont été installés dans les bus sur tout le réseau Trace, Ils comprennent systématiquement l'information sonore et visuelle.

Par ailleurs, les 44 bus sont équipés de bandeaux lumineux et d'écrans double face. Un logo indiquant l'accessibilité aux PMR est affiché sur les bus concernés (sur chaque bus, sur l'horaire de passage de bus édité dans le guide, sur internet, sur la fiche horaire à l'arrêt).

L'agence rue Kléber est accessible en termes de cheminement et possède un guichet surbaissé. Les informations du réseau TRACE sont disponibles par téléphone « ALLO TRACE ». Le site internet de la TRACE « www.trace-colmar.fr » est conforme et accessible.

5. Service de substitution :

Le service de substitution « la Trace Mobile », ce sont deux véhicules dédiés aux personnes à mobilité réduite lourdement handicapées selon des critères bien définis. C'est un service qui fonctionne d'adresse à adresse et sur constitution d'un dossier d'inscription annuel et d'une réservation préalable.

L'adhésion exige que l'usager soit titulaire d'une carte d'invalidité CDAPH avec la mention 80% ou station debout pénible ou le cas échéant soit âgée de plus de 75 ans avec une mobilité réduite (tierce personne de la Sécurité Sociale).

Toutes les autres demandes sont soumises à la commission d'admission du service « Trace Mobile ».

Malgré l'existence de ce service, une partie des personnes à mobilité réduite lourdement handicapées n'est pas en capacité de prendre le bus, même accessible.

En 2020, le service TRACE Mobile a réalisé 2 193 courses en 2020 contre 3 908 en 2019, et a transporté 2 622 usagers en 2020 contre 4 543 en 2019 il semblerait que cela soit le résultat du contexte de crise sanitaire. Le coût pour l'année représente 59 912 € en 2020 contre 115 449 € en 2019.

2.4 VOIRIE - ESPACES PUBLICS

En préambule, lorsque la Ville s'engage dans une démarche d'aménagement, elle travaille sur la mise en place et la rénovation des voiries mais elle intègre également dans sa réflexion les questions de végétalisation, de la place des piétons, des personnes à mobilité réduite, et les vélos. Elle recherche des solutions qui comprennent une qualité environnementale/ esthétique et pratique optimum pour favoriser notamment la piétonnisation et réduire les véhicules par exemples. Ce sont des concertations avec les services de la Ville, de l'Etat et d'autres organismes ainsi qu'avec les riverains et associations qui permettent d'arriver à des projets aboutis.

Bilan du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE arrêté en 2008) et présentation des actions hors PAVE.

Ainsi, l'objectif de ce plan d'accessibilité étant de :

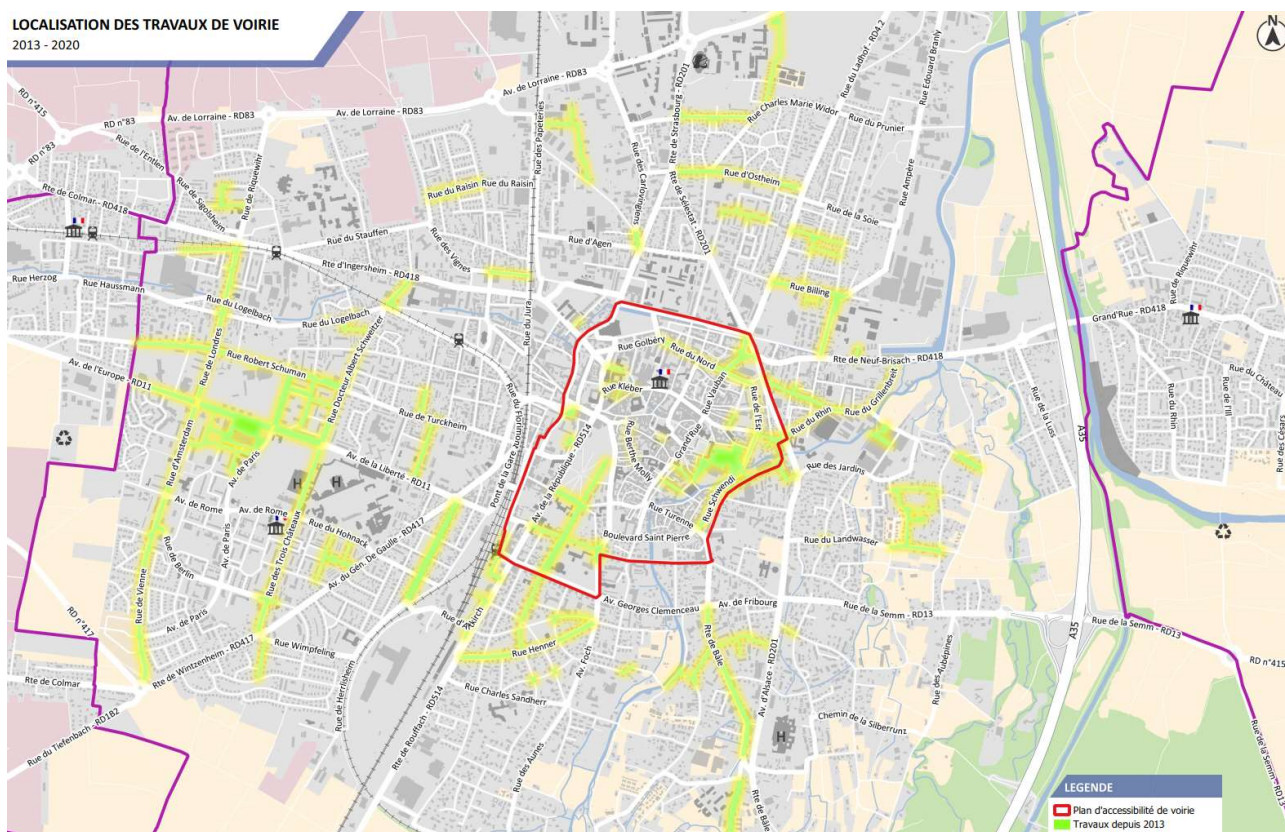
- Poursuivre les actions thématiques (passages piétons, stationnement, mobilier) dans le cadre du budget alloué à l'accessibilité
- Poursuivre la mise en accessibilité de l'espace public dans le cadre de réaménagements complets (programme de voirie).

En 2020, la commune a poursuivi son objectif volontariste par la réalisation de ses actions thématiques sur : les passages piétons, les places de stationnement, le mobilier urbain la sécurisation, soit par des aménagements complet de voiries soit par des aménagements ponctuels.

Parmi les travaux d'aménagement de stationnement, la mise aux normes des containers, la séparation des voies contrastées avec la création de pistes cyclables à contre sens, les chemins piétonniers font aussi partie des actions d'accessibilité et de sécurité. Enfin, des aires de stationnement PMR et des passages piétons sont créés en fonction des sollicitations lorsque cela est techniquement possible.

L'aménagement de places PMR conformes aux règles n'est pas aisément possible dans toutes les rues. Ainsi, au-delà des surlargeurs déjà régulièrement prévues, la création de des places nécessite aujourd'hui une surlongueur de 2 mètres pour permettre aux personnes concernées de sortir plus aisément par l'arrière du véhicule. Dans certains cas, cette réglementation oblige techniquement à supprimer les places de stationnement PMR pour répondre absolument à ces exigences.

La Ville améliore les conditions d'accessibilité lors de ses travaux de réfection globale des voies et sur l'ensemble du territoire urbanisé de la Ville, donc au-delà du périmètre du PAVE initial.



Quelques exemples représentatifs en 2020, tels que les rue de Guémar, du Peuplier, des Jardins (accessibilité au niveau du bâtiment des archives), la place de la Montagne Verte et ses aires de jeux (accessibilité au gymnase), l'avenue de Paris, les rue Charles Grad, de Vienne, du Hohlsbourg, des Jacinthes, rocade Verte.

La Place de la Montagne Verte achevée en 2020 propose une grande esplanade de promenade équitable qui est utilisée par toutes les personnes (valides ou non), la rue de la Montagne Verte est accessible y compris le parking souterrain de 3 niveaux sous la Place. L'ambition était de réaliser un espace qui compte des espaces verts, de jeux, de détente avec des zones carrossables qui mènent vers le centre et les établissements recevant du public.

La programmation 2021, a porté sur les rues des Carlovingiens, du Jura, Edouard Richard, de la Vinaigrerie, du Linge, du Pflibourg, la route d'Ingersheim, le Boulevard Champ de Mars. Le Champ de Mars était un point qui figurait parmi les points négatifs dans le cadre du PAVE et reporté pour une programmation d'amélioration globale de voirie. L'opération menée 2021 a eu pour objectif de régler bon nombre de problèmes d'accessibilité sur cet axe notamment les places PMR devant la CPAM non conformes aux normes.

Perspectives 2021/2022 : mener une réflexion globale sur la rénovation de la Place de la Cathédrale qui est en plein cœur de ville. L'ambition de la Ville serait de piétonniser cet espace et ainsi amener une qualité environnementale sur tous les aspects pollution, esthétique, circulation, et l'accessibilité par la création de cheminements en direction des PMR mais qui bénéficieront à tous.

Pour l'année 2022, les opérations de voiries programmées porteront sur :

- le quartier Bel Air-Florimont avec la création de nouvelles voiries ;
- la poursuite des travaux de l'avenue de Paris, la rue Saint-Gilles, rue de Turckheim, rue Charles Marie Widor, rue de l'Orme, rue du Marronnier, rue Bruat entre le boulevard du Champ de Mars et l'avenue de la Marne, une partie de la rue de Verdun, de la rocade verte, le boulevard Saint-Pierre, y compris le carrefour avec la rue de Turenne et une partie de la route de Bâle
- la création d'un cheminement des circulations douces entre le port et la rue des Bonnes Gens sur l'emprise de l'ancienne voie ferrée ;
- la création d'une liaison douce pour disposer d'un accès piéton accessible et plus direct depuis l'Est de la Ville. Sur l'emplacement réservé situé au droit de la rue du Landwasser (au Nord du siège de la CEA), un espace de promenade de déambulation douce permettant de regagner directement le parc Saint-François, la rue de Rueil et qui débouchera vers la rue de Turenne ;
- la création de trottoirs sur l'avenue d'Alsace là où ils sont aujourd'hui inexistants devant l'hôpital Schweitzer des deux côtés, ce qui constitue un vrai problème d'accessibilité aux abords immédiats d'un centre hospitalier. Ce sujet devrait pouvoir être réglé l'an prochain ;
- le démarrage des travaux place de la Cathédrale par le côté Sud ;

Une nouvelle démarche a également été engagée par la Ville pour étendre l'étude de diagnostic d'accessibilité sur l'ensemble de la Ville puisque le PAVE 2008, ne concernait que le centre-ville et les abords de la gare. Au-delà du périmètre du PAVE, la question de l'accessibilité a été traitée à chaque programme d'aménagement de voirie mais également en collaboration avec Colmar Agglomération lors de la mise aux normes des arrêts de bus pour les personnes à mobilité réduite. Cette étude permettra de connaître les points à améliorer sur le reste du territoire colmarien d'une part et de répondre aux nouvelles exigences réglementaires en matière d'accessibilité par la mise en place d'un « GPS piéton ».

Ce dispositif de collecte de données permettra de valoriser le niveau d'accessibilité des espaces publics, des ERP et des transports pour orienter les usagers sur les cheminements accessibles à emprunter du transport à l'ERP par exemple.

D'autres textes législatifs s'imposeront prochainement dans le cadre de l'amélioration des espaces publics. A titre d'exemples, au niveau des passages piétons, il s'agira de retirer tous les obstacles visuels par la neutralisation des espaces libres à proximité de ces passages et par conséquent les places de stationnement n'auront plus lieu d'être même ceux pour les personnes à mobilité réduite. C'est d'ailleurs, une réflexion que la Ville a déjà entrepris sur l'ensemble des derniers aménagements.

La Ville a par ailleurs, réalisé un diagnostic en interne des places de stationnement PMR équipées de recharges électriques sur les équipements communaux. A ce jour, les places situées sur la place Dreyfus en sont dotées et les parkings en ouvrage ont quelques places identifiées .

En outre, l'aménagement de l'espace public concerne également les espaces verts et les aires de jeux. Ainsi, la Ville s'investit dans la réhabilitation et le déploiement des aires de jeux par la mise en place de nouveaux agrès inclusifs afin de permettre à tous les individus d'utiliser ces éléments, telles que les aires de jeux rue de la Montagne verte et la Place Debussy.

La Ville a signé une convention avec la Collectivité Européenne d'Alsace afin d'intervenir sur l'ensemble des voiries départementales en agglomération. C'est un partenariat qui permet d'améliorer les abords du centre-ville ainsi que tous les axes. Des interventions pourront notamment être réalisées pour répondre aux problématiques des racines d'arbres qui soulèvent les enrobés et qui cassent les cheminements piétons sur les trottoirs ou des absences de trottoirs à des proximités de certains établissements notamment les abords de l'hôpital Schweitzer, avenue d'Alsace, etc. Ainsi, fin de l'année 2020, des opérations de rénovation et d'accessibilité de trottoirs ont été effectuées sur la rue de la Semm et la route d'Ingersheim.

2.5 AUTRES ACTIONS

1. Centre Communal de l'Action Sociale :

Le Centre Communal d'Action Sociale travaille sur le volet handicap aide sociale, aide à la mobilité, perte d'autonomie et soutien aux associations liées au handicap. Dans ce cadre son intervention s'inscrit sur 4 actions, à savoir :

- l'aide sociale à l'hébergement. Il s'agit d'un accompagnement du dossier familial d'aide sociale avec le Département. Le CCAS enregistre, accompagne et aide au montage des dossiers pour accompagner des personnes vers les aides à l'hébergement ;
- l'aide aux transports qui est une action non négligeable pour le CCAS, concerne les personnes handicapées reconnues à 80 %, domiciliées à Colmar et non imposables. Ces dernières peuvent bénéficier de 20 tickets de bus par mois ;
- l'aide à la compensation du handicap. C'est un accompagnement des dispositifs de la MDPH. Cependant, ce dispositif va être remplacé par le Fonds d'adaptation du logement. Le CCAS propose un complément financier lié aux frais restant à la charge de la personne pour la compensation technique de la perte d'autonomie. C'est 20 % du prix des équipements sur certains dossiers uniquement, examinés au regard des besoins réels des personnes et de leur situation financière ;
- le soutien financier apporté aux différentes associations qui soutiennent les mesures dans le cadre du handicap.

• - ECHANGES – PROPOSITIONS

REMARQUES FAITES	REPONSES APORTEES LORS DE LA COMMISSION
CADRE BATI - E. R. P. - DDT	
Monsieur Christian MEISTERMANN – Adjoint au Maire de la Ville – rapporte que la Commission communale d'accessibilité fait la remarque quant à la baisse de la qualité dans la rédaction des dossiers de demande d'autorisation de travaux par les architectes. A savoir, la problématique de la prise en compte des normes d'accessibilité sur les zones d'usage.	La Ville propose de se rapprocher de M. SPITZ pour faire relayer un projet de formation de sensibilisation des étudiants et des architectes sur les questions pragmatiques des normes d'accessibilité, besoins des personnes en situation de handicap ainsi que sa mise en œuvre.
Monsieur Christian MEISTERMANN – Adjoint au Maire de la Ville – interroge la DDT sur la possibilité d'avoir un délai supplémentaire pour les pétitionnaires qui n'ont pu réaliser leurs travaux.	<p>Mme BRETAR explique que si un Ad'AP est déjà terminé, le délai supplémentaire n'est plus possible.</p> <p>Par contre, si l'agenda d'accessibilité est encore en cours, si le maître d'ouvrage constate qu'il sera difficile de tenir les délais, le Code de la construction et de l'habitation donne la possibilité de demander une prorogation du délai d'exécution.</p> <p>Plusieurs prorogations sont possibles : la prorogation pour difficultés administratives, financières ou techniques qui ont pu être rencontrées pendant la durée de l'agenda à condition de les justifier. Elle est de 12 mois maximum, non renouvelable à partir de la date butoir.</p> <p>Un article du code prévoit la possibilité de demander une prorogation du délai d'exécution pour raisons de force majeure. La Covid a été déclarée comme raison de force majeure. À ce titre, il est possible de demander une prorogation de 3 ans maximum, renouvelable. La demande doit être faite 3 mois avant la fin de l'Ad'Ap.</p>
Madame COURIER – Direction de l'Urbanisme Ville de Colmar – interroge l'Etat sur la saisie des renseignements relatifs aux niveaux de l'accessibilité des ERP par la DDT, sont-ils reportés sur la plateforme Acceslibre	Mme BRETAR rappelle que toute personne peut renseigner la plateforme : des particuliers, des gestionnaires d'ERP, des propriétaires, des communes ou des usagers. A l'exemple des plateformes participatives sur d'autres thèmes, une fiche sera renseignée par une première personne et ensuite, des usagers pourront rédiger des commentaires. Le but étant d'arriver à une fiabilité maximale au fil du temps.

TRANSPORT

<p>Monsieur Marc LAMBA – Association des Paralysés de France – interroge sur la formation de sensibilisation des conducteurs quant à l'accueil des personnes à mobilité réduite.</p>	<p>Madame MANN de la TRACE informe que les conducteurs sont formés.</p> <p>La formation sera reconduite certainement en 2022, pour les nouveaux chauffeurs et le personnel.</p>
<p>Monsieur Laurent PARISI – Handicap Service Alistier – expose la situation suivante sur la problématique d'une jeune femme qui sait manipuler son fauteuil électrique sur sol plat, mais qui n'est pas en mesure de réaliser cette manœuvre pour descendre la rampe du véhicule ; une aide auprès du chauffeur mais ce dernier a refusé de faire cette manipulation. Pourtant, il semble que les conducteurs sont formés à l'accueil des personnes à mobilité réduite.</p>	<p>Madame MANN de la TRACE explique que les chauffeurs n'est pas habilité à manipuler les fauteuils. Cette consigne est inscrite dans le règlement intérieur de la TRACE. Il est nécessaire que les personnes puissent être accompagnées ou maîtrise leur fauteuil.</p> <p>Monsieur Christian MEISTERMANN – Adjoint au Maire de la Ville - précise que les chauffeurs ne sont pas en droit de quitter leur poste car un bus est un transport en commun qui a vocation à transporter un bon nombre de passagers autonome le cas échéant, les véhicules médicalisés ou spécialisés sont plus adaptés.</p>